



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 11 MAI 2026 portant mise en demeure à la société SCHROLL de respecter les dispositions applicables à ses installations à PFASTATT

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL SAS à Pfastatt d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets,

VU le rapport de l'inspection de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relatifs à la visite d'inspection du 17 mars 2026,

Considérant que l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé dispose que « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, [...] »,

Considérant que l'inspection a constaté, lors la visite du 17 mars 2026, que les boues de curages des séparateurs hydrocarbures sont identifiées en tant que déchets non dangereux sur un bordereau de suivi des déchets présenté au cours du contrôle, alors que par nature il s'agit de déchets dangereux, en non conformité avec les prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé,

Considérant que l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé dispose que « [...]L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

- MES (1305) : 35 mg/l,

[...]

- DBO5 (1313) : 30 mg/l,

[...]

Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat de mesures ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.»,

Considérant qu'après examen des rapports d'analyse des rejets vers la Doller, il est constaté des dépassements des valeurs limites pour les paramètres MEST et DBO5, respectivement au niveau des émissaires de rejet des eaux pluviales 2 et 1 pour la dernière mesure réalisée (le 10 février 2026), en non conformité avec les prescriptions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé,

Considérant que l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé dispose que «L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances l'émission la dissémination ou le déversement chronique ou accidentel, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, [...] »,

Considérant que l'inspection a constaté, lors la visite du 17 mars 2026, que le sol est souillé au niveau de l'émissaire de rejet des eaux pluviales ouest situé au niveau de l'exutoire de l'équipement SH1, en non conformité avec les prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : «Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société SCHROLL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées rue de l'imprimé ZI Texpark à PFASTATT (68120).

Article 2 : **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 susvisé.

«L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...];
 - la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques ;
- [...] ».

Article 3 : dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 susvisé.

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètre	Code Sandre	concentration (mg/l)
MES	1305	35
[...]		
DBO5	1313	30
[...]		

Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat de mesures ne dépasse le double de la valeur limite prescrite ».

Article 4 : dans un délai de dix jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 susvisé.

«L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans le conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...] ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission la dissémination ou le déversement chronique ou accidentel, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

[...] ».

Article 5 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code précité.

Article 6 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 7 : le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Signé

Augustin CELLARD